



« LA SCIENCE DOIT AUSSI OSER DESCENDRE DANS LA FOSSE AUX LIONS »

Marcel Tanner, président des Académies suisses des sciences, a une première année de mandat agitée derrière lui : membre de la « Swiss National COVID-19 Science Task Force », il agit comme un jeteur de ponts et ne craint pas le contact avec les « corona-sceptiques ». D'autres thèmes ont néanmoins été importants pour les Académies : l'évaluation par le SEFRI ou la planification pluriannuelle qui sera mise en œuvre à partir de 2021. « Nous avons eu un été chaud - pas seulement à cause du coronavirus », souligne-t-il.

Interview mené par Astrid Tomczak

Marcel Tanner, vous avez repris la présidence des Académies suisses des sciences en février, peu avant le premier semi-confinement. Est-ce que vous imaginiez à l'époque à quel point cette pandémie allait impacter notre pays ?

J'ai dès le début suivi l'évolution de la situation avec intérêt et inquiétude. Sous l'angle de l'infectiologie, une chose est notamment importante : l'exemple de la Chine a montré que le virus, contrairement au SARS-1, se transmettait facilement d'humain à humain. Le potentiel d'une diffusion à large échelle est donc grand. Et en Italie, on s'est aussi rapidement rendu compte que la « zona rossa » était trop petite pour endiguer la propagation du virus. C'est pourquoi la réponse a été la suivante : surveiller et agir de manière ciblée. Cela signifie observer de manière précise où les contaminations ont lieu. Grâce à cette approche « Surveillance-Response », il est possible, si l'on agit rapidement, d'éviter un confinement généralisé et de minimiser les conséquences sociales et économiques.

Vous êtes membre de la task force scientifique COVID-19 qui conseille le Conseil fédéral. Lors de notre dernier entretien, vous disiez que « l'on devait également agir avec des connaissances lacunaires. » Au cours des dernières semaines, beaucoup de gens ont eu l'impression que l'on savait déjà beaucoup de choses, mais que le monde politique refusait d'agir. Cette impression est-elle juste ?

C'est un problème de communication, des deux côtés d'ailleurs, pas seulement de la part du monde politique. De nombreux acteurs posent des exigences. En temps de crise, on ne pose toutefois pas des exigences, on travaille ensemble pour trouver des solutions. Pour la task force, cela signifie donner des « policy relevant statements » mais pas de « policy prescriptions ». C'est la base du dialogue. Je résume cela par l'idée du « mutual learning for change ». Une approche qui n'est pas seulement valable pour la pandémie actuelle, mais également pour d'autres questions qui nous préoccupent au sein des Académies, comme le génie génétique en général et dans l'agriculture, la protection du climat, l'énergie. J'ai toujours devant les yeux l'image de courroies de transmission. Enfant, j'étais fasciné par les grandes scieries. Il y a là un moteur et de l'autre côté de la courroie de transmission une scie qui est actionnée. Grâce à nos connaissances scientifiques, nous sommes le moteur de cette courroie de transmission de la communication, qui transporte l'information jusqu'à la population et aux processus de décision politiques et sociaux. Nous pouvons également mieux nous profiler en tant qu'Académies des sciences si nous faisons cela correctement. Certains mélangent leur engagement personnel et leurs propres visions avec leur travail qui consiste à rassembler des faits scientifiques. Les Académies ne doivent pas être utilisées abusivement comme une plateforme pour faire de la politique.

Certains membres de la task force ont fait part publiquement de leurs critiques à l'égard du Conseil fédéral qui n'aurait pas, selon eux, réagi assez tôt face à la deuxième vague. Vous ne vous êtes pas joint à eux, par diplomatie ?

Cela n'a rien à voir avec de la diplomatie et je comprends la frustration de certains. Et comme la liberté d'expression est la règle chez nous, chaque membre peut aussi faire une déclaration personnelle. J'essaie simplement de comprendre pourquoi certaines choses avancent lentement. Le 23 octobre, nous avons affirmé que chaque jour comptait et je maintiens ce qui a été dit. Mais nous vivons en démocratie. Nous ne nous trouvons pas dans une situation extraordinaire, ce sont donc les Cantons qui sont en grande partie compétents. Cela exige des négociations et prend du temps. Le fait que l'on n'agisse pas de la même manière partout ne doit pas

être considéré comme un échec. Les Cantons doivent plutôt, sur la base des directives nationales générales, adapter les mesures à la situation cantonale/ régionale en matière de risques et également les renforcer.

Vous vous montrez très compréhensif à l'égard du monde politique. Cela ne vous touche-t-il pas quand le conseiller fédéral Ueli Maurer qualifie les membres de la task force de « donneurs de leçons » qui ne pensent « qu'à la santé » ?

Oui, c'est effectivement difficile à entendre. S'il lit ce que la task force publie, il verra qu'il ne s'agit pas de donner des leçons. Nous rassemblons les évidences et les faits scientifiques existants et nous présentons des options pour agir sur une base scientifique. La task

« Nous avons une responsabilité commune et nous devons l'assumer et nous engager publiquement. »

force a une épine dorsale solide avec pas moins de 60 scientifiques. D'un point de vue purement épidémiologique, on peut dire que la Suisse a agi trop tard. Dans un pays totalitaire, cela serait un grave échec. Mais la Suisse est une démocratie avec un fédéralisme fort, ce qui entraîne une autre dynamique.

Que peut faire la science pour être mieux écoutée et comprise à l'avenir ?

En permettant à certains et certaines scientifiques conscients de leur responsabilité de se mettre largement à disposition pour des débats et des conseils, également en dehors des canaux formels. Les moyens de communication actuels induisent une communication superficielle, vague et brutale, comme l'a montré de manière saisissante Donald Trump sur Twitter. On utilise aussi volontiers des slogans comme la « responsabilité individuelle ». J'estime que c'est une expression qui manque de sens. Les gens insistent pour dire qu'ils peuvent penser et décider par eux-mêmes. Penser est juste, mais c'est faux si on ne pense qu'à soi-même ! Nous avons une responsabilité commune et nous devons l'assumer et nous engager publiquement. Dans ce contexte, il faut aussi que les acteurs et actrices de la science osent descendre dans la fosse aux lions et se frotter à des gens comme les « corona-sceptiques ». La science n'a pas le droit de se fermer. Le journalisme scientifique est un soutien important. Mais il est malheureusement de moins en moins présent dans les médias grand public. C'est pourquoi il est également important pour nous, en tant qu'Académies, de promouvoir un journalisme scientifique responsable et de qualité.

On entend souvent aujourd'hui dans une large partie de la population que les scientifiques ne sont pas unanimes et qu'on ne peut donc pas les prendre au sérieux. Comprenez-vous ce reproche ? Que lui rétorquez-vous ?

Oui, je comprends ce reproche. Cette perception est toutefois souvent due au fait que les gens ne regardent pas les choses d'assez près. En ce qui concerne la pandémie de coronavirus, on peut en effet constater que le travail de la task force est marqué par une grande cohérence au niveau du contenu et qu'il y a peu d'avis di-

vergers, à l'exception de rares voix « alternatives », qui mélangent leur scepticisme à l'égard de l'Etat avec des déclarations scientifiques. Pour moi, c'est une question de responsabilité. Celui qui obtient un doctorat prend aussi l'engagement d'assumer en tant que scientifique une responsabilité à l'égard de la société. Il s'agit là d'une dimension importante de l'éthique professionnelle des scientifiques.

Cela signifie-t-il aussi prendre publiquement ses distances par rapport à ses propres déclarations lorsque l'on remarque que les faits se sont modifiés ? Je pense par exemple à Karin Moelling qui a d'abord déclaré que le Covid-19 n'était pas si grave, qu'il ressemblait à une mauvaise grippe, et a ensuite affirmé que la comparaison avec la grippe était fautive.

Oui, je suis d'avis qu'il faut toujours communiquer de manière proactive. C'est pourquoi nous procédons du côté de la task force à des mises à jour régulières des analyses. Personnellement, j'ai aussi dû réviser mon opinion à de nombreuses reprises suite à l'émergence de nouvelles connaissances, par exemple en ce qui concerne le développement de vaccins contre la malaria. Les révisions et évolutions dans ce domaine sont très documentées dans une émission de la télévision allemande.

Vous avez récemment déploré que l'OFSP se livre dans ses campagnes sur la pandémie actuelle davantage à de la propagande qu'à de la communication. Pouvez-vous préciser votre pensée ?

Je ne suis pas opposé à la campagne de l'OFSP. Mais un problème qui se présente de façon hétérogène, en fonction des régions, de l'âge et des maladies préexistantes ne peut pas seulement être appréhendé au moyen d'une campagne d'affichage uniforme. Il est nécessaire de disposer de plus d'informations ciblées pour des groupes de population spécifiques. Un exemple est l'école. C'est un environnement particulièrement délicat. Certains enseignants ne sont pas conscients qu'ils sont des employés de l'Etat et se moquent des mesures ou ne les respectent guère. Cela a pour effet que certains écoliers et leurs parents trouvent ces enseignants « critiques à l'égard de l'Etat » formidables, alors d'autres en revanche sont troublés et prennent peur. Aucune affiche n'apporte ici une aide. Il faut informer de manière ciblée, afin que les mesures soient appliquées de façon adéquate. Et le principe est le même ici que celui qui prévaut dans la communication en général : les gens doivent comprendre pourquoi ils doivent agir d'une certaine manière, sinon cela ne fonctionne pas.

A part la pandémie, quels ont été les autres thèmes qui vous ont occupé pendant votre première année à la présidence des Académies ?

Un thème important est l'évaluation effectuée par le SEFRI avec la question de savoir comment fonctionnent les six unités, pas seulement au niveau de l'organisation mais aussi des contenus, et si ce modèle est encore adapté à notre époque et si nous sommes ainsi en mesure de relever les défis du moment. Ce thème a suscité beaucoup de discussions et des échanges animés avec les présidents, secrétaires généraux et acteurs clés des diverses Académies et des centres de compétences.

Un autre point important est la planification pluriannuelle 2021 à 2024 que nous avons élaborée il y a deux ans. Nous nous sommes aussi impliqués activement au niveau des commissions parlementaires de la science, de l'éducation et de la culture et avons même réussi à obtenir un peu plus d'argent pour la période 2021-2024, ce qui nous permettra de l'utiliser pour des thèmes comme la science citoyenne ou Food 4.0 et pour la Jeune Académie. Maintenant se

pose la question importante de la mise en œuvre de la planification pluriannuelle, de façon tout à fait pratique, et de la manière dont nous allons partager les rôles et les responsabilités. Finalement, il est aussi important que nous montrions que nos activités sont rentables. Nous avons eu un été chaud, pas seulement en raison du coronavirus.

Quel est l'objectif de développement durable de l'ONU que les Académies ont plus particulièrement poursuivi en 2020 ?

Nous nous sommes préoccupés de tous les objectifs, mais celui qui a été dominant pour les Académies est l'objectif 17 « Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser ». Cela signifie que nous devons, avec les six Académies et avec a+ comme organisation faitière, travailler en partenariat pour faire avancer la science. Cela s'exprime aussi dans le « Livre blanc sur la recherche en développement durable » qui vient d'être publié. La question centrale qui y est posée est de savoir quelles problématiques doivent être clarifiées scientifiquement afin d'atteindre les objectifs de développement durable, soit pratiquement un agenda pour la recherche, le développement et la mise en œuvre avec un accent sur la Suisse, mais bien entendu dans un contexte international. Le fait d'avoir pu ainsi créer une base pour des travaux scientifiques d'une grande pertinence avec des approches transdisciplinaires est une chose formidable.

Noël est pour bientôt. Que souhaitez-vous trouver sous le sapin ?

Pour ce qui est des Académies, mes souhaits sont déjà exaucés grâce au livre blanc sur les ODS ainsi qu'au rapport d'évaluation du 14 décembre. En ce qui concerne la pandémie, le plus cadeau serait d'arriver à diviser le nombre des infections par deux toutes les deux semaines. Dans ce domaine, nous assumons en tant que société dans son entier une responsabilité, afin de mieux tenir jusqu'au printemps et de minimiser les dommages sociaux consécutifs. Suite à cette pandémie, nous pouvons en effet déjà constater aujourd'hui une nette augmentation des maladies psychiques et du stress ainsi que de tableaux cliniques qui font penser au bien connu syndrome de fatigue chronique.

Dans quelle mesure êtes-vous optimiste quant à la réalisation de vos vœux, notamment dans la perspective des fêtes de Noël en famille ?

Je suis toujours très optimiste. Il est aussi possible pour une fois de fêter Noël autrement. Comme ancien scout, j'ai évoqué l'idée d'un Noël en forêt. Les gardes forestiers ont alors immédiatement protesté, craignant que l'on détruise la forêt. Mais il n'est pas nécessaire de se rendre dans de jeunes forêts récemment reboisées, il y a suffisamment de coins barbecue à disposition. Le plus important est de simplement réfléchir à des alternatives permettant de célébrer des fêtes et des rituels essentiels d'une autre manière. Et peut-être qu'il est possible de réciter un poème au Père Noël à distance depuis son balcon.

Partagez-vous l'euphorie concernant les vaccins ?

Je suis effectivement heureux de ce développement et j'ai bon espoir que nous pourrions vacciner au printemps. Il est toutefois important que le développement des vaccins se fasse correctement du point éthique et scientifique et que l'on évalue, juge et décide des prochaines étapes quand les essais de phase 3 seront terminés. Cela signifie que l'on n'examine pas seulement attentivement la sécurité et l'efficacité du vaccin mais aussi la durée de sa protection et que l'on tient compte des groupes à risque dans les études. Cela n'a jusqu'ici été que partiellement mis en lumière.

Biographie

Marcel Tanner est détenteur d'un doctorat en biologie médicale de l'Université de Bâle et d'un master en santé publique de l'Université de Londres. Jusqu'à sa retraite en 2017, il a été professeur et titulaire de la chaire d'épidémiologie/santé publique et de parasitologie médicale à la Faculté de médecine et des sciences naturelles de l'Université de Bâle. De 1997 à 2015, il a été directeur de l'Institut tropical et de santé publique suisse. Il est aujourd'hui président des Académies suisses des sciences. Depuis 1977, ses travaux scientifiques vont de la recherche fondamentale en biologie cellulaire et immunologie sur des maladies comme la malaria, la schistosomiase, la trypanosomiase, la filariose et le VIH/SIDA jusqu'à des recherches épidémiologiques et de santé publique sur l'évaluation des risques, la vulnérabilité, les conséquences sanitaires et la planification sanitaire. Il a codirigé en 1992 la première étude expérimentale africaine sur un vaccin contre la malaria ainsi que la plupart des grandes études d'intervention sur la malaria et la bilharziose. A côté de la recherche, il s'est notamment intéressé à la mise sur pied de capacités sanitaires et au partenariat nord-sud, ce que montre le développement de l'Ilfakara Health Institute en Tanzanie. Il occupe également des fonctions de conseiller pour la recherche et le contrôle des maladies transmissibles, le renforcement des systèmes de santé et la mise sur pied de capacités au sein de diverses agences/organisations nationales et internationales, ainsi qu'au sein d'organismes/comités comme l'Hôpital universitaire de Bâle, l'OMS/SAG, Wellcome Trust, DNDi, FIND, INCLIN-Trust, la Fondation Gebert-Rüf et la Fondation Botnar. Il préside la CFIT depuis 2017.

Académies suisses des sciences (a+)

Maison des Académies • Laupenstrasse 7 • Case postale • 3001 Berne • Suisse
+41 31 306 92 20 • info@academies-suisse.ch • academies-suisse.ch

[@academies_ch](https://twitter.com/academies_ch) [swiss_academies](https://www.instagram.com/swiss_academies)